

PCF

Section de
Pierre Bénite
75, rue Roger Salengro
69310 Pierre Bénite

L'HUMAIN ET
LA PLANÈTE D'ABORD !

Le journal des communistes

<http://www.fdgpierrebe.over-blog.com>

Santé – Emploi – Éducation : nos priorités !

Notre pays connaît une crise sanitaire, sociale, environnementale, économique, financière, politique et relationnelle, d'un niveau et d'une ampleur tels que pour en sortir le bricolage à la marge n'est plus permis. C'est le cœur du système qu'il faut changer, c'est à dire le rôle et la relation à l'argent.

La rentabilité financière pervertit tout et notamment les rapports entre les hommes, entre les hommes et la planète. C'est donc à l'argent, à sa gestion, à son utilisation, à sa finalité qu'il faut s'attaquer si on veut une société plus humaine et plus respectueuse de la planète.

Il faut élever la résistance contre ce système en crise qui fait des ravages terribles. Chômage massif, précarité, recul du pouvoir d'achat, fragilisation de la Sécurité Sociale, destruction du cadre de vie, avec le lot de dangers comme la haine de l'autre, les conflits et les guerres. Tels sont les combats à engager avec une bataille d'idées intense qui voit s'affronter deux choix de civilisation.

En France qui mieux que le parti communiste peut mener cette bataille ? Qui mieux que lui peut donner sens et perspective à cette lutte de classe que les capitalistes mènent sans merci aux peuples ? L'efficacité de ce combat nécessite d'amplifier les changements actés au 38^{em} congrès du PCF. Car tout en résistant, nous devons construire un monde nouveau avec des propositions neuves, la mise en chantier d'espaces d'expérimentation sociale et environnementale. C'est cela notre priorité.

Pour cela, l'Assemblée Générale de notre section a retenu trois chantiers prioritaires à investir durablement : la santé – l'emploi et l'école publique.

Pour chacun, les communistes ont des propositions. Après le « Ségur » de la santé, il faut élever les mobilisations, c'est l'objet de la mise en place d'un comité de mobilisations pour le droit à la santé. Face au chômage, il est urgent de conquérir une sécurité d'emploi, de formation et des revenus pour ouvrir un avenir à notre jeunesse. Dans l'Éducation les réformes Blanquer mettent en danger l'école publique et la réussite des élèves au profit d'un élitisme mortifère. alors que des milliers d'emplois manquent et que des classes seront fermées à la rentrée.

Dans ces trois domaines, des pouvoirs nouveaux sont à conquérir pour que les salariés s'émancipent de la domination patronale et de ses dogmes, dans les entreprises, dans les services publics, dans la gestion des villes et toute la société.

Le besoin d'une maîtrise sociale nouvelle, appelle l'essor des services publics avec de nouvelles nationalisations. C'est la clé pour engager une planification stratégique du développement et pousser à une autre utilisation des masses d'argent en circulation.

Avec les services publics, nous touchons aux choix budgétaires de l'État et des collectivités, au rôle des banques et de la BCE avec un euro pour financer les États, soutenir les services publics et la relance, le tout sous le contrôle des populations.

Redonnons confiance en la politique à celles et ceux de plus en plus désabusés par les jeux électoraux comme le montrent les records d'abstentions aux municipales.

Avec les propositions communistes tout le monde bougera et nous recréerons, dans la conflictualité d'idées et de projets, les conditions d'un rassemblement populaire exigeant et agissant pour ouvrir la voie à un dépassement effectif du capitalisme.

Jean Chambon
Secrétaire de section



Le 26 mai, les communistes ont rendu hommage au Conseil National de la Résistance (CNR) sur l'Esplanade Guy Môquet de Pierre-Bénite. En cette occasion, ils ont déclaré :

« En célébrant le Conseil National de la Résistance, nous saluons la réussite de ses grandes réformes. Elles permirent de reconstruire la France et elles ont jeté les bases d'une France nouvelle, libre, fraternelle et indépendante.

Les jours heureux n'étaient plus un rêve mais une réalité pour le plus grand nombre même s'il aura fallu de nombreux combats pour élargir et préserver ces réformes jusqu'à ces derniers mois avec la tentative de briser notre système solidaire de retraite par répartition. »



Retour sur les élections municipales et métropolitaines



Abdel Sadi à la tête de la reconquête de Bobigny (93)

Michèle Picard est réélue à Vénissieux, Neuville sur Saône est conquise, la liste d'union de la gauche et des écologistes sur la circonscription « Lônes et coteaux » permet l'émergence d'une majorité gauche et écologie à la Métropole dont Bruno Bernard d'EELV est le nouveau président. M. Picard est élue vice-Présidente et C. Charnay conseillère métropolitaine. Telles sont les satisfactions.

Si ces élections montrent que le PCF demeure une force incontournable dans le pays et pour la gauche, les résultats suscitent de l'inquiétude notamment après la perte de Givors et d'autres villes en France.

A Pierre-Bénite et sur le canton

Au 1^{er} tour, alors qu'une alliance des forces de gauche et écologiste de Pierre-Bénite existait, la participation a été très faible avec 37,82 % soit 12,1 % de moins qu'en 2014. C'est l'électorat populaire qui s'est abstenu notamment l'électorat de gauche.

La liste Gauche Écologie Rassemblées obtient 449 voix et 19,52 %. Ainsi l'addition des signes ne suffit pas pour gagner. Il y a besoin de travailler au contenu des programmes, avoir des campagnes liées aux gens et très politisées. J. Moroge (Les Républicains) est réélu au 1^{er} tour avec 1 460 voix et 63,47 %. Par rapport à 2014, il perd 149 voix et passe de 25,47 % des inscrits à 23,28 %.

Bernard Javazzo (Sans étiquette) – Maud Millier (PCF) et Claude Mouchikhine (EELV) sont élus-es.

Dans les villes du canton la gauche ne présentait pas de liste. A Irigny, le PS et EELV locaux n'ont pas voulu s'engager laissant un boulevard à la droite. Blandine Freyer (LREM) soutenue par Da Passano est élue dès le 1^{er} tour.

Dans les 3168 villes de 3500 habitants et plus

Elles représentent 42 600 000 électeurs et 64 % de la population. Au 1^{er} tour 233 villes communistes sont reconduites. Par contre au second, le PCF enregistre des pertes que ne compensent pas les conquêtes qui sont grosses de potentialités significatives que le PCF n'est pas sur le déclin mais en crise.

Le PCF gèrera 141 villes au lieu de 145. Il en perd 31 et n'en gagne que 27 ! Il ne dirige qu'une ville de 100 000 habitants (Montreuil) et 18 de plus de 30 000 habitants. Il reste néanmoins la 3^{ème} force politique de notre pays.

Pourquoi le PCF perd des positions alors que dans le même temps, il est capable d'en conquérir et d'en reconquérir ? C'est l'analyse entreprise ville par ville.

Une dépolitisation des élections

Il ressort une dépolitisation du scrutin qui a réduit les enjeux à leur seule dimension locale, empêchant une mise en perspective avec le niveau national. Dans ces conditions, les alliances entre les forces de gauche et écologistes ont pu se multiplier mais sur des bases dédouanant de leurs responsabilités le capital, les entreprises, les banques et l'État lui-même.

Ceci peut expliquer l'abstention. Ces élections portaient peu d'espoir de changement de la situation dégradée des gens et peu d'incitation à intervenir avec son bulletin.

Quand les forces de gauche et écologiste étaient unies, elles ont pu gagner. Cela est vrai dans quelques grandes villes et sur des bases programmatiques limitées avec des scores et des écarts de voix faibles dus à l'abstention et à de nombreuses triangulaires.

Ces unions ont connu aussi des échecs comme à Pierre-Bénite. Certaines villes sont perdues du fait d'alliances de certaines forces de gauche avec la droite contre les maires communistes sortants.

Une poussée «Verte» à relativiser

L'échec des listes macronistes traduit le fort rejet de la politique de Macron. Le PS se maintient alors que le RN excepté la victoire d>Alliot à Perpignan, subit une sévère défaite. Son nombre d'élus de 1438 en 2014, passe à 827 dans 271 villes. La France Insoumise ne gagne aucune ville et n'a des élus-es que grâce l'union des forces de gauche et écologistes.

La droite profite de ce scrutin en mobilisant ses électeurs à l'exception des centres urbains des métropoles où les classes moyennes et supérieures ont fait le choix de l'écologie politique alors que les classes populaires s'abstenaient.

EELV gagnent 7 des 43 villes de plus de 100 000 habitants. C'est une avancée significative, fruit d'unions avec les forces de gauche. Cette poussée est restée cantonnée aux centres villes avec le vote d'une partie des couches moyennes et supérieures. Leur succès est bien moindre dans les périphéries. Dans les villes moyennes, 32 sont conquises par EELV, soit moins de 1 %. La poussée verte tient plus de la vaguelette que du raz de marée !



Maud Millier-Dumoulin élue conseillère municipale à Pierre-Bénite et Christiane Charnay élue conseillère métropolitaine à la Métropole de Lyon

A savoir...

70 % des Français

Estiment nécessaire de réduire l'influence de la finance et des actionnaires sur la vie des entreprises.

73 % des Français

Sont favorables que des conditions sociales et écologiques soient exigées des entreprises qui perçoivent des aides publiques

69 % des Français

Jugent nécessaire de ralentir le productivisme et la recherche perpétuelle de la rentabilité.

En 2019 la France a 62 000 millionnaires de plus

Mais comptait 400 000 personnes de plus sous le seuil de pauvreté s'ajoutant aux 9 millions existant.

PETANQUE



SAMEDI

5 septembre

13h30 Haute-Roche

Pierre Bénite

14€ LA DOUBLETTE

Toutes les doublettes primées :
Filets garnis, Gigots, Rosettes, etc.

11h 30 Apéritif et
rendez-vous de la
pétition nationale !



Souscrivez !

Notre section a lancé une souscription exceptionnelle

A ce jour :

. 19 camarades et amis
ont effectué un ou plusieurs versements

. 571 € ont déjà été versés

La souscription sera close le
31 août

Faites votre versement

Merci à toutes et tous !

L'A45 c'est fini. Une belle victoire !

L'Etat n'a pas prorogé la déclaration d'utilité publique (DUP) de l'A45 Lyon - Saint-Etienne. Après l'arrêt du TOP à confirmer par la majorité métropolitaine, c'est une nouvelle victoire des forces politiques, associatives et citoyennes mobilisées depuis des années.

Bravo aux populations de Lyon à Saint-Etienne, de Saint Martin en Haut à Soucieux en Jarest, aux comités locaux, associations et élus locaux.

C'est autant d'argent public qui sera plus utile aux transports en commun, évitera la destruction d'espaces naturels et protégera les terres cultivées.

Si l'Etat a tenu compte des mobilisations, il a aussi rendu ses arbitrages dans le cadre de la Loi d'Orientation des Mobilités et n'affirme pas un nouveau cap.

A la Convention Citoyenne sur le climat, E. Macron n'en a pas dit grand-chose. Il n'a pas encore compris – ou ne veut pas comprendre – qu'il faut un autre modèle économique qui rompe avec les dogmes capitalistes que sont la productivité, la compétitivité, la mise en concurrence.

L'État ignore encore les priorités essentielles : favoriser le transfert du mode voiture vers le mode transport en commun. Les besoins de mobilités des personnes entre la Loire et le Rhône n'ont pas disparu. Il faut bien y répondre et autrement qu'avec des autoroutes !

C'est pourquoi nous continuerons à agir pour que les pouvoirs publics décident de rompre radicalement avec des choix qui font la vie belle au capital contre les êtres humains et la nature.

Il est urgent que le plan de relance intègre la donne des transports et notamment le rail pour les personnes et le fret.



Reprise de la Famar à Saint-Genis-Laval



Après des mois de lutte, alors que l'entreprise était en danger de mort, le tribunal du commerce de Paris a désigné le Groupe BENTA Pharma Industries pour la reprise de la FAMAR avec un plan de redressement d'une durée de 5 ans et avec 124 licenciements sur les 240 salariés.

Les engagements pris par le groupe BENTA au tribunal est un plan d'investissement de 42 M€ avec la création de 268 emplois sur 6 ans (priorité de réembauche sur 36 mois pour les salariés faisant l'objet d'un licenciement).

Si les clients de la Famar (SANOFI, MERCK, MYLAN, ABBOTT, ASTELLAS, P&G...) maintiennent leurs productions, les licenciements peuvent être évités.

D'où le besoin de poursuivre la mobilisation et la solidarité notamment entre tous les salariés concernés par la production et la commercialisation des médicaments.

Les groupes clients et les acteurs politiques doivent prendre leurs responsabilités sur l'importance stratégique des productions de la Famar et ses conséquences tant sur l'emploi que l'outil de production et la santé. Les donneurs d'ordres doivent maintenir les productions sur le site de la FAMAR plutôt que les délocaliser à l'étranger.

Le site de St Genis Laval est à disposition pour répondre aux besoins sanitaires de milliers de patients en souffrance et, ainsi, satisfaire les intérêts de santé publique.

28 août 18 h

**Grande assemblée
de rentrée.**

Soyez présents !

**Comme chaque année on
termine avec
le Barbecue.**

Pour un comité de mobilisation pour la santé et la Sécurité Sociale

Tirer les enseignements de la période de lutte contre la pandémie est une nécessité, les mêmes causes risquant de produire les mêmes effets. Le pouvoir estimant qu'à coup d'hélicoptères ou de TGV sanitaires, de « Ségur de la santé », et d'hommage aux soignants, tout est rentré dans l'ordre.

La crise sanitaire qui couvait a été accélérée par le COVID-19. Résultat : 30 000 morts dont beaucoup auraient été évités si nos hôpitaux avaient été pourvus de lits en nombre suffisant, de personnels formés et correctement rémunérés, de matériel performant, suffisant et entretenu, de médicaments et autres produits de soins, de matériels de protection.

Que dire des drames dans les EHPAD ? A Charly, près de la moitié des 90 résidents est décédée. Aux lits de réanimation insuffisants s'est ajouté le manque de personnels des EHPAD (moitié moins qu'en Allemagne). Que dire des milliers de décès dans les hôpitaux psychiatriques, structures pour handicapés, etc ? Que dire des retards de prise en charge des malades chroniques ou non, du fait de la fermeture de lits de Médecine, de Chirurgie, d'oncologie, transformés en lits « COVID » ? Depuis près de deux ans, les personnels alertaient et agissaient !

La réponse du pouvoir aux soignants, après l'utilisation des gaz lacrymogènes, est l'opération déminage du « Ségur de la Santé » Certes, le pouvoir a dû concéder une augmentation (la moitié environ de la demande des soignants) mais avec des contreparties telles, approuvées par la CFDT, la CGC et FO, que les conditions de travail vont se dégrader encore, mettant en cause la qualité et la sécurité des soins. L'emploi, revendication principale des soignants, ne fait pas partie de l'accord. Certes, la création de 15 000 postes est annoncée, mais 7500 sont déjà budgétés ! **Les soignants en réclament 100 000 dans les Hôpitaux, 200 000 dans les EHPAD.**

Enfin, Veran veut accélérer la mise en oeuvre de la loi Buzyn, et des Projet Régionaux de Santé (PRS) qui poursuivent, dans les hôpitaux publics, restructurations et fermetures de lits livrant ainsi aux groupes privés des pans entiers de l'activité de soins.

L'heure est à la mobilisation, à l'élaboration et à la promotion de solutions novatrices non soumises à l'austérité et aux critères de gestion financiers. Ces solutions contesteront l'actuel PRS et porteront un projet alternatif fondé sur une autre vision de la santé et de la sécurité sociale.

Un comité de mobilisation pour la santé et la sécurité sociale va être lancé, sur la circonscription métropolitaine avec l'implication des syndicats, des partis de gauche, des professionnels et acteurs de la santé afin d'établir un diagnostic des besoins des populations et aux moyens matériels, humains, institutionnels, financiers pour les satisfaire. Il se propose d'agir afin d'être entendus par l'ARS, les institutions locales, les députés et le pouvoir.

Consultez le blog : fdgpierrebe.over-blog.com

Depuis le début de l'année 2020 :

. 602 articles mis en ligne

. 619 000 visiteurs

. 645 000 articles lus une fois ou plus.

. 134 abonnés ont les articles dès leur mis en ligne.

Pétition nationale, pour une rentrée offensive et combative

De l'argent

POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES
ET LES SERVICES PUBLICS

pas pour le capital !

La Covid 19 a révélé l'échec des politiques d'austérité et de la course aux profits qui épuise la nature et sacrifie les êtres humains. Mais tout continue comme avant ! Le « Ségur de la santé » ne résout en rien la crise de l'hôpital public. Si nous laissons faire, la France comptera un million de chômeurs·euses en plus d'ici à la fin de l'année et 700 000 jeunes arrivant sur le marché du travail risquent de voir leurs perspectives d'embauche s'évanouir.

Des grands groupes gavés d'aides publiques prétextent de la crise pour annoncer des plans massifs de suppressions d'emploi avec l'appui du gouvernement et des banques. La fiscalité est toujours aussi injuste et le gouvernement Castex continue de baisser les impôts sur le capital et les profits. Cela doit changer ! Les entreprises et les banques doivent être contraintes à des engagements précis et contrôlés par les salarié·es, les élu·es, la population.

Construisons une grande mobilisation à l'automne pour l'emploi, les salaires et les services publics nous exigeons que les milliards déversés par les banques et la BCE sur l'État et sur les entreprises soient utilisés autrement. Dans l'immédiat, nous demandons :

- **Interdire les licenciements des grands groupes** bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-propositions des salarié·es et des habitant·es pour sécuriser l'emploi au lieu de baisser le "coût du travail".

- **Un plan jeunes d'embauches** par les entreprises par un contrat sécurisant leur emploi et leur garantissant une formation rémunérée.

- **Une augmentation générale des salaires** (revalorisation du SMIC de 20% et de toutes les grilles et échelles de salaires), des minima sociaux et un revenu minimum, à un niveau décent, pour les 18-25 ans.

- **Pour la santé et l'éducation nationale**, un plan d'embauches et de formation, initiale et continue, l'annulation des fermetures de lits ou d'hôpitaux et de toutes les fermetures de classes et de postes.

- **Un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique**, géré démocratiquement, pour agir sur les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

Je signe la pétition à l'adresse suivante :

https://www.pcf.fr/signez_la_petition_pour_lemploi